

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NÉERLANDAISE

F. 81 — 75

7 JANVIER 1981. — Arrêté royal relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul du crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements, ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et type II

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 24, § 2, 5° et l'article 27;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'État;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 5, § 1, 1°, f;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1976, relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 2, 5° tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 1er avril 1977;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 23 décembre 1980;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique du 23 décembre 1980;

Vu l'avis du Comité général de Consultation syndicale du 30 décembre 1980;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

Vu l'urgence résultant de la mise en application au 1er septembre 1981 du plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice nécessitant une préparation approfondie;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Éducation nationale, de Notre Ministre de la Communauté flamande et adjoint à l'Éducation nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique à toutes les formes d'enseignement secondaire de plein exercice : enseignement secondaire général, enseignement secondaire technique, enseignement secondaire professionnel, enseignement secondaire artistique.

Il ne s'applique pas à l'enseignement spécial secondaire, ni à l'enseignement professionnel secondaire complémentaire.

Art. 2. § 1. Pour l'application du présent arrêté, seuls les élèves réguliers, comme précisé à l'article 2, 5° de l'arrêté royal du 30 juillet 1976 susvisé, sont pris en considération.

§ 2. Par option de haute fréquence et option de basse fréquence, il faut entendre les définitions prévues à l'article 12, § 3 de l'arrêté royal du 24 décembre 1980 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

TITRE I. — Enseignement secondaire de type I

CHAPITRE I. — Normes de création

Art. 3. Les normes prévues aux articles 4 à 8 ci-après sont requises pour la création et l'admission aux subventions.

Art. 4. § 1. Au premier et au deuxième degrés sont requis :

- a) 8 élèves au minimum pour :
— une première année B;

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDERLANDSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

N. 81 — 75

7 JANUARI 1981. — Koninklijk besluit betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van inrichtingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de inrichtingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 24, § 2, 5° en artikel 27;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 5, § 1, 1°, f;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1976, betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 2, 5° zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 april 1977;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting van 23 december 1980;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van het Openbaar Ambt van 23 december 1980;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies van 10 december 1980;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de hoogdringende voortvloeiende uit de toepassing op 1 september 1981 van het rationalisatie- en programmatieplan voor het secundair onderwijs met volledig leerplan dat een grondige voorbereiding vergt;

Op de voordracht van Onze Ministers van Nationale Opvoeding, van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en adjunct voor Nationale Opvoeding en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op alle vormen van secundair onderwijs met volledig leerplan : algemeen secundair onderwijs, technisch secundair onderwijs, beroepssecundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs.

Het is niet van toepassing op het buitengewoon secundair onderwijs en op het aanvullend secundair beroepssecundair onderwijs.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit besluit worden alleen de regelmatige leerlingen in aanmerking genomen, zoals bedoeld in artikel 2, 5° van vermeld koninklijk besluit van 30 juli 1976.

§ 2. Onder optie van hoge frequentie en optie van lage frequentie dienen te worden verstaan de bepalingen voorzien in artikel 12, § 3 van het koninklijk besluit van 24 december 1980 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

TITEL I. — Secundair onderwijs van het type I

HOOFDSTUK I. — Oprichtingsnormen

Art. 3. De normen voorzien in de hiernavolgende artikelen 4 tot 8 zijn vereist voor de oprichting en de toelating tot de subsidiering.

Art. 4. § 1. In de eerste en in de tweede graad zijn ten minste :

- a) 8 leerlingen vereist voor :
— een eerste leerjaar B;

- une deuxième année professionnelle;
- une première combinaison de deux domaines d'activités professionnelles et d'un domaine supplémentaire;
- une option de haute fréquence;
- une activité complémentaire.

Toutefois, lorsqu'une option de la troisième année, dont le Ministre admet le caractère polyvalent, est scindée en plusieurs options dans la quatrième année, l'une de celles-ci n'est pas soumise à la norme.

b) 6 élèves au minimum pour :

- une option de haute fréquence en quatrième année de réorientation;

— une option de haute fréquence en cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation ou une moyenne de 6 élèves dans laquelle le certificat de qualification n'est pas délivré à la fin de la quatrième année d'études, par application de l'article 23, 3°, de l'arrêté royal du 30 juillet 1976 susvisé.

Toutefois, la norme n'est pas requise en cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation lorsqu'il s'agit d'une option dans laquelle le certificat de qualification n'est pas délivré à la fin de la quatrième année d'études, par application de l'article 23, 3°, de l'arrêté royal du 30 juillet 1976 susvisé.

c) 4 élèves au minimum pour une option de basse fréquence.

§ 2. Dans l'année préparatoire à l'enseignement professionnel, pour l'organisation de plusieurs domaines d'activités professionnelles, tels que prévus au § 1, a, une moyenne de 8 élèves est requise à condition que chacun d'entre eux compte au moins 4 élèves.

En deuxième année professionnelle pour la création de plusieurs options de base, une moyenne de 8 élèves est requise à condition que chacune d'entre elles compte au moins 4 élèves.

§ 3. Si en troisième année de transition et en troisième année de qualification de l'enseignement technique, des options groupées de même appellation sont organisées, une moyenne de 8 élèves est requise à condition que chacune d'entre elles compte au moins 4 élèves.

Art. 5. Au troisième degré sont requis :

a) 6 élèves au minimum pour :

- une option de haute fréquence;
- une activité complémentaire;
- une option de haute fréquence dans la septième année de perfectionnement ou de spécialisation.

Lorsqu'une option de la cinquième année, dont le Ministre admet le caractère polyvalent est scindée en plusieurs options en sixième année, l'une de celles-ci n'est pas soumise à la norme.

b) 4 élèves au minimum pour une option de basse fréquence.

Art. 6. Par dérogation aux dispositions des articles 4 et b, une option complémentaire ou une activité complémentaire, pour laquelle la norme n'est pas atteinte, peut toutefois être organisée si les élèves peuvent être groupés avec des élèves pour lesquels le cours, comportant le même nombre de périodes et le même programme, est déjà justifié; un tel groupement ne peut cependant justifier un dédoublement, sauf si la norme de création est atteinte pour chaque groupe.

Art. 7. § 1. La norme n'est pas requise pour le cours de néerlandais ou de français, qu'il soit organisé comme deuxième, troisième ou quatrième langue moderne.

Lorsqu'un cours de néerlandais ou de français, deuxième langue, est organisé à deux niveaux, la norme n'est requise que pour l'un des deux niveaux.

§ 2. Pour un cours de deuxième ou de troisième langue moderne, autre que le néerlandais ou le français, 8 élèves au minimum sont requis dans l'année où débute l'étude de cette langue.

§ 3. Pour la création d'un cours de quatrième langue moderne, autre que le néerlandais ou le français, 5 élèves au minimum sont requis dans l'année où débute l'étude de cette langue.

§ 4. Par dérogation au § 2, la norme n'est pas requise pour :

- un seul cours de troisième langue moderne dans les établissements situés dans des communes de moins de 125 habitants

- een beroepsvoorbereidend jaar;

— een eerste combinatie van twee beroepenvelden en van een bijkomend beroepenveld;

- een optie van hoge frequentie;

— een complementaire activiteit.

Wanneer echter een optie van het derde leerjaar, waarvan de Minister het polyvalent karakter aanvaardt, in het vierde leerjaar wordt opgesplitst in verschillende opties, is één enkele ervan niet onderworpen aan de norm.

b) 6 leerlingen vereist voor :

— een optie van hoge frequentie in het vierde heroriënteringsjaar;

— een optie van hoge frequentie in het vijfde vervolmakings- of specialisatiejaar of een gemiddelde van 6 leerlingen indien meerdere opties worden ingericht, op voorwaarde dat elke optie ten minste 4 leerlingen telt.

In het vijfde vervolmakings- en specialisatiejaar wordt echter geen norm vereist indien het een optie betreft waarvoor op het einde van het vierde leerjaar geen kwalificatiegetuigschrift wordt afgeleverd, in toepassing van artikel 23, 3° van vermeld koninklijk besluit van 30 juli 1976.

c) 4 leerlingen vereist voor een optie van lage frequentie.

§ 2. In het beroepsvoorbereidend jaar is voor de inrichting van meer beroepenvelden dan voorzien in § 1, a, een gemiddelde van 8 leerlingen vereist op voorwaarde dat elk beroepenveld ten minste 4 leerlingen telt.

In het tweede beroepsjaar wordt voor de oprichting van meerdere basisopties een gemiddelde van 8 leerlingen vereist op voorwaarde dat elke basisoptie ten minste 4 leerlingen telt.

§ 3. Indien in het derde leerjaar van de doorstroming en van de kwalificatie van het technisch secundair onderwijs gelijknamige bijzondere opties worden ingericht is een gemiddelde van 8 leerlingen vereist op voorwaarde dat elke bijzondere optie ten minste 4 leerlingen telt.

Art. 5. In de derde graad zijn ten minste :

a) 6 leerlingen vereist voor :

- een optie van hoge frequentie;
- een complementaire activiteit;
- een optie van hoge frequentie in het zevende vervolmakings- en specialisatiejaar.

Wanneer een optie van het vijfde leerjaar, waarvan de Minister het polyvalent karakter aanvaardt, in het zesde leerjaar wordt opgesplitst in verschillende opties, is één enkele ervan niet onderworpen aan de norm.

b) 4 leerlingen vereist voor een optie van lage frequentie.

Art. 6. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 kan een complementaire optie of een complementaire activiteit, waarvoor de norm niet wordt bereikt, toch worden opgericht indien de leerlingen kunnen gegroepeerd worden met leerlingen voor wie genoemd leervak met hetzelfde aantal uren en hetzelfde programma reeds is gerechtvaardigd; een dergelijke groepering kan echter geen splitsing rechtvaardigen, tenzij voor elke groep de oprichtingsnorm wordt bereikt.

Art. 7. § 1. Voor de cursus Nederlands of Frans wordt geen norm gesteld, noch als tweede, noch als derde, noch als vierde taal.

Wanneer de cursus tweede taal Nederlands of Frans wordt georganiseerd op twee niveaus, is de norm slechts vereist voor één van de twee niveaus.

§ 2. Voor de oprichting van een cursus tweede of derde moderne taal, andere dan het Nederlands of het Frans, zijn ten minste 8 leerlingen vereist in het aanvangsjaar van die taal.

§ 3. Voor de oprichting van een cursus vierde moderne taal, andere dan het Nederlands of het Frans, zijn ten minste 5 leerlingen vereist in het aanvangsjaar van die taal.

§ 4. In afwijking van § 2 wordt de norm niet gesteld voor :

- één cursus derde moderne taal in de inrichtingen gevestigd in de gemeenten met minder dan 125 inwoners per km² voor

par km² pour les élèves qui ont choisi le néerlandais ou le français comme deuxième langue moderne;

— un seul cours de troisième langue moderne autre que le français ou le néerlandais dans les établissements de la région de langue allemande.

Art. 8. § 1. Les normes 8 et 6 mentionnées dans le présent chapitre sont ramenées respectivement à 6 et 4 pour les établissements :

— qui bénéficient des dispositions de l'article 25 de l'arrêté royal du 24 décembre 1980 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

— et dont la population scolaire totale n'atteint pas les minima visés à l'article 21 de l'arrêté royal précité.

§ 2. Les normes 8 et 6 mentionnées dans le présent chapitre sont ramenées à 4 pour les établissements :

— qui bénéficient des dispositions de l'article 26 de l'arrêté royal du 24 décembre 1980 précité ainsi que pour les établissements dont la langue d'enseignement est le néerlandais et qui sont situés dans les 19 communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale et pour les établissements qui sont situés dans les communes de la région de langue allemande;

— et dont la population scolaire totale n'atteint pas les minima visés à l'article 25, 2° de l'arrêté royal précité.

§ 3. Les normes 8 et 6 mentionnées dans le présent chapitre sont ramenées respectivement à 6 et 4 pour les établissements :

— qui bénéficient des dispositions de l'article 26 de l'arrêté royal du 24 décembre 1980 précité, ainsi que pour les établissements dont la langue d'enseignement est le néerlandais et qui sont situés dans les 19 communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale et pour les établissements qui sont situés dans les communes de la région de langue allemande;

— et dont la population scolaire totale est comprise entre les minima fixés aux articles 21 et 25, 2° de l'arrêté royal précité.

CHAPITRE II. — Normes de maintien

Art. 9. Les normes fixées aux articles 10 à 12 sont requises pour le maintien au cours des années scolaires qui suivent celles pendant lesquelles il a été satisfait aux normes prévues aux articles 4 à 8 du présent arrêté.

Art. 10. § 1. Au premier et au deuxième degrés sont requis :

- a) 6 élèves au minimum pour :
 - une première année B;
 - une première combinaison de deux domaines d'activités professionnelles et d'un domaine supplémentaire;
 - une option de haute fréquence;
 - une activité complémentaire.

Toutefois, lorsqu'une option de la troisième année, dont le Ministre admet le caractère polyvalent, est scindée en plusieurs options en quatrième année, l'une de celles-ci n'est pas soumise à la norme.

b) 6 élèves au minimum pour une option de haute fréquence en quatrième année de réorientation;

4 élèves au minimum pour une option de haute fréquence en cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation et pour une option de basse fréquence.

Toutefois, la norme n'est pas requise en cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation lorsqu'il s'agit d'une option dans laquelle un certificat de qualification n'est pas délivré à la fin de la quatrième année d'études, en application de l'article 23, 3° de l'arrêté royal du 30 juillet 1976 susvisé.

c) 8 élèves au minimum pour une deuxième année professionnelle.

§ 2. Dans l'année préparatoire professionnelle pour l'organisation de plusieurs domaines d'activités professionnelles, tels que prévus au § 1, a, une moyenne de 6 élèves est requise à condition que chacun d'entre eux compte au moins 4 élèves.

de leerlingen die het Nederlands of het Frans als tweede moderne taal hebben gekozen;

— één cursus derde moderne taal, andere dan het Nederlands of het Frans, in de inrichtingen van het duitstalig gebied

Art. 8. § 1. De in dit hoofdstuk vermelde normen 8 en 6 worden tot 6 respectievelijk 4 verminderd voor de inrichtingen :

— waarop de bepalingen van artikel 25 van het koninklijk besluit van 24 december 1980 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan van toepassing zijn;

— en waarvan de totale schoolbevolking de minima bedoeld in artikel 21 van bovenvermeld koninklijk besluit niet bereikt.

§ 2. De in dit hoofdstuk vermelde normen 8 en 6 worden verminderd tot 4 voor de inrichtingen :

— waarop de bepalingen van artikel 26 van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980 van toepassing zijn, alsmede voor de inrichtingen met het Nederlands als onderwijstaal die gelegen zijn in de 19 gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad en voor de inrichtingen die gelegen zijn in de gemeenten van het duitstalig gebied;

— en waarvan de totale schoolbevolking de minima bedoeld in artikel 25, 2° van het bovenvermeld koninklijk besluit niet bereikt.

§ 3. De in dit hoofdstuk vermelde normen 8 en 6 worden tot 6 respectievelijk tot 4 verminderd voor de inrichtingen :

— waarop de bepalingen van artikel 26 van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980 van toepassing zijn, alsmede voor de inrichtingen met het Nederlands als onderwijstaal die gelegen zijn in de 19 gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad en voor de inrichtingen die gelegen zijn in de gemeenten van het duitstalig gebied;

— en waarvan de totale schoolbevolking, ligt tussen de minima bedoeld in de artikelen 21 en 25, 2° van bovenvermeld koninklijk besluit.

HOOFDSTUK II. — Behoudsnormen

Art. 9. De normen bedoeld in de artikelen 10 tot 12 zijn vereist voor het behoud gedurende de schooljaren volgend op die gedurende dewelke voldaan werd aan de normen bedoeld in de artikelen 4 tot 8 van dit besluit.

Art. 10. § 1. In de eerste en in de tweede graad zijn ten minste :

- a) 6 leerlingen vereist voor :
 - een eerste leerjaar B;
 - een eerste combinatie van twee beroepenvelden en van een bijkomend beroepenveld;
 - een optie van hoge frequentie;
 - een complementaire activiteit.

Wanneer echter een optie van het derde leerjaar, waarvan de Minister het polyvalent karakter aanvaardt, in het vierde leerjaar opsplijt in verschillende opties, is één enkele ervan niet onderworpen aan de norm.

b) 6 leerlingen vereist voor een optie van hoge frequentie in het vierde heroriënteringsjaar;

4 leerlingen vereist voor een optie van hoge frequentie in het vijfde vervolmakings- of specialisatiejaar en voor een optie van lage frequentie.

De norm is echter niet vereist in het vijfde vervolmakings- of specialisatiejaar wanneer het een optie betreft waarvoor op het einde van het vierde leerjaar geen kwalificatiegetuigschrift wordt uitgereikt, in toepassing van artikel 23, 3° van vermeld koninklijk besluit van 30 juli 1976.

c) 8 leerlingen vereist voor een tweede beroepsjaar.

§ 2. Indien in het beroepsvoorbereidend jaar meer beroepenvelden dan bedoeld in § 1, a, werden ingericht, is een gemiddelde van 6 leerlingen vereist op voorwaarde dat elk der beroepenvelden ten minste 4 leerlingen telt.

En deuxième année professionnelle, pour l'organisation de plusieurs options de base une moyenne de 6 élèves est requise à condition que chacune d'entre elles compte au moins 4 élèves.

§ 3. Si, en troisième année de transition et en troisième année de qualification de l'enseignement secondaire technique, des options groupées de même appellation ont été créées, une moyenne de 6 élèves est requise avec un maximum de 4 élèves par option groupée.

§ 4. Au premier et au deuxième degrés, la norme est 4 pour les établissements qui bénéficient des dispositions de l'article 8 du présent arrêté.

Art. 11. Au troisième degré, 4 élèves au minimum sont requis pour :

- une option de haute fréquence;
- une activité complémentaire;
- une option de haute fréquence dans la septième année de perfectionnement ou de spécialisation;
- une option de basse fréquence.

Toutefois, lorsqu'une option de la cinquième année, dont le Ministre admet le caractère polyvalent, est scindée en plusieurs options en sixième année, l'une de celles-ci n'est pas soumise à la norme.

Art. 12. Par dérogation aux dispositions des articles 9 à 11, il suffit de 10 et de 8 élèves respectivement pour les troisième et quatrième années d'études du deuxième degré, d'une part, pour les cinquième et sixième années d'études du troisième degré d'autre part, durant l'année scolaire durant laquelle les normes prévues à ces articles ne sont plus atteintes. L'année scolaire suivante, les dispositions des articles 9 à 11 sont de nouveau d'application.

CHAPITRE III. — Normes de dédoublement et de regroupement

Art. 13. Les normes fixées aux articles 14 et 15 déterminent les nombres de classes et groupes.

Art. 14. § 1. Au premier degré, les normes minima sont :

- 1° en première année A et deuxième année commune :
 - 26 élèves pour 2 classes;
 - 51 élèves pour 3 classes;
 - 76 élèves pour 4 classes et ainsi de suite par tranche complète de 25 élèves;
- 2° en première année B :
 - 16 élèves pour 2 classes;
 - 31 élèves pour 3 classes;
 - 46 élèves pour 4 classes et ainsi de suite par tranche complète de 15 élèves;
- 3° en deuxième année professionnelle :
 - 18 élèves pour 2 classes;
 - 35 élèves pour 3 classes;
 - 52 élèves pour 4 classes et ainsi de suite par tranche complète de 17 élèves.

§ 2. Au deuxième et au troisième degrés, les normes minima sont :

- 28 élèves pour 2 classes;
- 55 élèves pour 3 classes;
- 82 élèves pour 4 classes et ainsi de suite par tranche complète de 27 élèves.

§ 3. Au premier degré, une classe peut être scindée si elle compte au moins 16 élèves :

- a) pour les cours d'activités techniques, travaux manuels polyvalents, d'exercices pratiques, d'éducation musicale, d'éducation plastique et dessin, de latin et de culture ancienne, de travail scientifique, les activités d'essais, les options de base scientifique, arts plastiques, art musical, l'éducation artistique et l'éducation technologique;

In het tweede beroepsjaar is voor de inrichting van meerdere basisopties een gemiddelde vereist van 6 leerlingen, op voorwaarde dat elke basisoptie ten minste 4 leerlingen telt.

§ 3. Indien in het derde leerjaar van de doorstroming en van de kwalificatie van het technisch secundair onderwijs gelijknamige bijzondere opties werden ingericht, is een gemiddelde van 6 leerlingen vereist met een minimum van 4 leerlingen per bijzondere optie.

§ 4. In de eerste en de tweede graad is de norm 4 voor de inrichtingen waarop de bepalingen van artikel 8 van dit besluit van toepassing zijn.

Art. 11. In de derde graad zijn ten minste 4 leerlingen vereist voor :

- een optie van hoge frequentie;
- een complementaire activiteit;
- een optie van hoge frequentie in het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar;
- een optie van lage frequentie.

Wanneer echter een optie van het vijfde leerjaar, waarvan de Minister het polyvalent karakter aanvaardt, in het zesde leerjaar wordt opgesplitst in verschillende opties, is één enkele ervan niet onderworpen aan de norm.

Art. 12. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 9 en 11 volstaan 10 respectievelijk 8 leerlingen enerzijds voor het derde en vierde leerjaar van de tweede graad samen, anderzijds voor het vijfde en zesde leerjaar van de derde graad samen, gedurende het schooljaar gedurende hetwelk de in deze artikelen voorziene normen niet meer bereikt zijn. Het volgende schooljaar zijn de bepalingen van de artikelen 9 tot 11 opnieuw van toepassing.

HOOFDSTUK III. — Splitsings- en groeperingsnormen

Art. 13. De normen bedoeld in de artikelen 14 en 15 bepalen het aantal klassen en groepen.

Art. 14. § 1. In de eerste graad zijn de minimumnormen :

- 1° in het eerste leerjaar A en het tweede gemeenschappelijk leerjaar :
 - 26 leerlingen voor 2 klassen;
 - 51 leerlingen voor 3 klassen;
 - 76 leerlingen voor 4 klassen, enz., per volledige schijf van 25 leerlingen;
- 2° in het eerste leerjaar B :
 - 16 leerlingen voor 2 klassen;
 - 31 leerlingen voor 3 klassen;
 - 46 leerlingen voor 4 klassen, enz., per volledige schijf van 15 leerlingen;
- 3° in het beroepsvoorbereidend jaar :
 - 18 leerlingen voor 2 klassen;
 - 35 leerlingen voor 3 klassen;
 - 52 leerlingen voor 4 klassen, enz., per volledige schijf van 17 leerlingen.

§ 2. In de tweede en de derde graad zijn de minimumnormen :

- 28 leerlingen voor 2 klassen;
- 55 leerlingen voor 3 klassen;
- 82 leerlingen voor 4 klassen, enz., per volledige schijf van 27 leerlingen.

§ 3. In de eerste graad kan een klas, indien zij ten minste 16 leerlingen telt, gesplitst worden :

- a) voor de vakken technische activiteiten, polyvalente handvaardigheid, praktische oefeningen, muzikale opvoeding, plastische opvoeding en tekensvaardigheid, latijn en antieke cultuur, wetenschappelijk werk, proefactiviteiten, wetenschappelijke basisopties, plastische kunsten, muzikale kunst, artistieke opvoeding en technologische opvoeding;

b) en deuxième année professionnelle, pour les cours à orientation professionnelle et les cours de l'option de base.

§ 4. Au premier et au deuxième degrés, les cours de langue maternelle de deuxième langue et de mathématique comprennent une période organisée par demi-classe. Une classe ne peut cependant être scindée que si le nombre d'élèves est au moins 16.

Pour l'application de la présente disposition, Nos Ministres, chacun pour ce qui le concerne, peuvent fixer un nombre minimum de périodes que doit comporter chacun des cours.

§ 5. Au deuxième et au troisième degrés, pour les cours de travail dirigé, de dactylographie, de dessin technique, de laboratoire, travaux pratiques, formation pratique à la vie familiale, laboratoire de langues, exercices pratiques, pratiques de réalisations techniques, de travaux ménagers, les activités d'essais, projets, exercices artistiques, pratique professionnelle, stages et techniques professionnelles, pour les travaux pratiques et graphiques dans les options « arts décoratifs » et assimilés, pour les cours techniques et de pratique professionnelle de coupe et couture tant professionnelle que familiale, y compris le raccommodage, la décoration du home, l'ameublement, l'entretien du linge et du vêtement, le dessin professionnel, les arts décoratifs et assimilés, les normes de dédoublement par année d'études sont :

- 16 élèves pour 2 classes;
- 31 élèves pour 3 classes;
- 46 élèves pour 4 classes et ainsi de suite par tranche complète de 15 élèves.

§ 6. Au deuxième et au troisième degrés, pour la pratique minière du fond, les travaux pratiques de la taille du diamant, les cours de laboratoire de photographie, de pratique professionnelle et stages de nursing, de couture mécanisée, pour les travaux pratiques : machines-outils, forge, soudure, garage, imprimerie, fonderie, plomberie, zinguerie carrosserie, bonneterie, horlogerie, fine mécanique, hôtellerie, gaz, optique, soins de beauté, esthétique, informatique, ainsi qu'aux machines à bois, aux machines textiles et de cordonnerie mécanique, chantiers de construction, engins de chantier, soins hygiéniques, techniques d'occupation et techniques de soins, les normes par année d'études sont :

- 10 élèves pour 2 classes;
- 19 élèves pour 3 classes;
- 28 élèves pour 4 classes et ainsi de suite par tranche complète de 9 élèves.

§ 7. Pour tous les cours ayant un même programme et un même nombre de périodes, les élèves des différentes formes d'enseignement, orientations d'études et options d'une même année d'études, sont groupés à concurrence de la norme de dédoublement.

CHAPITRE IV. — *Crédit d'heures*

Art. 15. § 1. Sauf pour les établissements visés au § 2 et pour les années d'études visées au § 3, les établissements disposent d'un crédit d'heures calculé comme suit (arrondi à l'unité supérieure par degré) :

- 1° premier degré : 0,24 heure par élève;
- 2° deuxième degré : 0,16 heure par élève;
- 3° troisième degré : 0,08 heure par élève.

§ 2. Les établissements situés dans les communes de moins de 125 habitants par km², ainsi que les établissements dont la langue d'enseignement est le néerlandais et qui sont situés dans les 19 communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale disposent d'un crédit d'heures calculé comme suit (arrondi à l'unité supérieure par degré) :

- 1° premier degré : 0,28 heure par élève;
- 2° deuxième degré : 0,19 heure par élève;
- 3° troisième degré : 0,09 heure par élève.

§ 3. Pour la première année B et pour la deuxième année professionnelle, il est octroyé 4 heures par classe.

§ 4. Sauf si le calcul visé au §§ 1 et 2 donne un résultat plus favorable, il est octroyé pour la :

- 1° première année A, deuxième année commune : 8 heures par année d'études;
- 2° a) troisième année et quatrième année : 6 heures par année d'études et par forme d'enseignement et par section d'enseignement;

b) in het beroepsvoorbereidend jaar, voor de beroepsgerichte vakken en de vakken van de basisoptie.

§ 4. In de eerste en de tweede graad omvatten de leervakken moedertaal, tweede taal en wiskunde één lesuur per halve klas ingericht. Een klas kan evenwel niet gesplitst worden tenzij het aantal leerlingen ten minste 16 bedraagt.

Voor toepassing van deze bepaling kunnen Onze Ministers, ieder voor wat hem betreft, het minimum aantal uren bepalen dat elk van deze leervakken dient te omvatten.

§ 5. In de tweede en in de derde graad gelden voor de vakken zelfstandig werk, dactylografie, technisch tekenen, laboratorium, praktijk, vorming tot familiaal leven, taallaboratorium, praktische oefeningen, uitvoeringstechnieken, huishoudelijke scholing, profactiviteiten, projecten, artistieke oefeningen, beroepspraktijk, stages en vaktechnieken, voor de praktijk en grafische oefeningen in de opties « sierkunsten » en aanverwante, voor de technische vakken en beroepspraktijk snit en naad, zowel beroeps- als familiale, met inbegrip van het verstellen, binnenhuisversiering, meubilering, onderhoud van linnen en kleding, beroepstekenen, sierkunsten en aanverwante, per leerjaar de normen :

- 16 leerlingen voor 2 klassen;
- 31 leerlingen voor 3 klassen;
- 46 leerlingen voor 4 klassen, enz., per volledige schijf van 15 leerlingen.

§ 6. In de tweede en de derde graad gelden voor de vakken mijnpraktijk in de ondergrond, de praktijk in het diamantslijpen, laboratoriumfotografie, beroepspraktijk en stages nursing, mechanische naad, voor de praktijk : werktuigmachines, smeden, lassen, garage, drukkerij, gieterij, loodgieterij, zinkbewerking, carrosserie, breiwerk, horlogemakerij, fijne mechaniek, hotelbedrijf, gas, optica, schoonheidszorgen, estetica, informatica, alsmede houtmachines, textielmachines en mechanische schoenmakerij, bouwverf, bouwplaatsmachines, hygiënische zorgen, bezigheidstechnieken en verzorgingstechnieken, per leerjaar de volgende normen :

- 10 leerlingen voor 2 klassen;
- 19 leerlingen voor 3 klassen;
- 28 leerlingen voor 4 klassen, enz., per volledige schijf van 9 leerlingen.

§ 7. Voor alle vakken met eenzelfde programma en eenzelfde aantal uren worden de leerlingen van de verschillende onderwijsvormen, studierichtingen en opties van éénzelfde leerjaar gegroepeerd met inachtneming van de splitsingsnorm.

HOOFDSTUK IV. — *Urenkrediet*

Art. 15. § 1. De inrichtingen, met uitzondering van de inrichtingen bedoeld in § 2 en van de leerjaren bedoeld in § 3, beschikken over een urenkrediet dat als volgt wordt berekend (per graad afgerond naar de hogere eenheid) :

- 1° eerste graad : 0,24 uur per leerling;
- 2° tweede graad : 0,16 uur per leerling;
- 3° derde graad : 0,08 uur per leerling.

§ 2. De inrichtingen die gelegen zijn in de gemeenten met minder dan 125 inwoners per km² en de inrichtingen met het Nederlands als onderwijstaal die gelegen zijn in de 19 gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad beschikken over een urenkrediet dat als volgt wordt berekend (per graad afgerond naar de hogere eenheid) :

- 1° eerste graad : 0,28 uur per leerling;
- 2° tweede graad : 0,19 uur per leerling;
- 3° derde graad : 0,09 uur per leerling.

§ 3. Voor het eerste leerjaar B en voor het beroepsvoorbereidend jaar worden 4 uren per klas toegekend.

§ 4. Tenzij de berekening bedoeld in de §§ 1 en 2 een gunstiger resultaat oplevert, worden er toegekend :

- 1° in het eerste leerjaar A en het tweede gemeenschappelijk leerjaar : 8 uren per leerjaar;
- 2° a) in het derde en vierde leerjaar : 6 uren per leerjaar en per onderwijsvorm en per afdeling;

b) cinquième année de perfectionnement et de spécialisation : 4 heures par année d'études, par forme d'enseignement et par section d'enseignement;

3° cinquième année, sixième année, septième année de perfectionnement et de spécialisation : 4 heures par année d'études, par forme et section d'enseignement.

§ 5. Nos Ministres de l'Education nationale, chacun pour ce qui le concerne, peuvent réglementer l'utilisation du crédit d'heures. Toutefois la compensation est permise au sein d'un même établissement. Des écoles ne comportant que le premier degré ou le premier et le deuxième degré peuvent toutefois transférer le solde éventuel de leur crédit d'heures aux écoles comportant les degrés suivants, pour autant qu'elles appartiennent au même centre d'enseignement.

Le nombre d'heures fixé au § 3 ne peut être utilisé que pour l'ensemble de ces années d'études.

S'il est fait application des dispositions du § 4, ces heures ne peuvent être utilisées que pour le degré correspondant.

Art. 16. Si les normes mentionnées aux articles 4, 5, 6, 8, 10, 11 et 14 ne sont pas atteintes, toutes les périodes de cours liées à la création, au maintien ou au dédoublement peuvent être pris en compte sur le crédit d'heures.

TITRE II. — Fusion d'établissements

Art. 17. § 1. Lorsqu'il est fait application de l'article 32 de l'arrêté royal du 24 décembre 1980, et que les implantations sont situées à 500 mètres au moins l'une de l'autre, l'établissement bénéficie d'une réduction de 25 p.c. des normes de dédoublement pour les cours comportant le même programme et qui, au moment de la fusion, sont organisés à la fois dans l'une et l'autre implantation.

§ 2. Pendant les six années scolaires qui suivent le début de la fusion, le nombre de classes et de groupes organisés par application du § 1, ne peut être supérieur à celui existant au moment de la fusion des établissements, sauf si les normes de dédoublement le justifient.

Art. 18. Sans préjudice des dispositions des articles 37 et 38 de l'arrêté royal du 24 décembre 1980 précité, il est tenu compte, en ce qui concerne les normes de dédoublement, du nombre global des élèves des années d'études de même type d'enseignement dans les établissements fusionnés, conformément aux dispositions de l'article 34, § 2 dudit arrêté.

Art. 19. La fusion de deux ou de plusieurs établissements entraîne l'application de l'article 39 de l'arrêté royal du 24 décembre 1980 précité.

TITRE III. — Certains emplois

Art. 20. Un emploi de chef d'établissement à prestations complètes est octroyé aux établissements qui comptent au moins 83 élèves.

Si ce nombre n'est pas atteint, le chef d'établissement doit assumer une demi-charge de professeur; il garde cependant le droit à l'échelle de traitement du chef d'établissement pour une fonction à prestations complètes ou à la subvention-traitement correspondante.

Art. 21. Il est requis 600 élèves pour un premier emploi, 1 500 élèves pour un deuxième emploi, 2 400 élèves pour un troisième emploi de proviseur ou de sous-directeur.

Ces emplois sont maintenus pour autant que le nombre d'élèves ne soit pas inférieur respectivement à 550, 1 400 et 2 250. Si ces minima ne sont pas atteints pendant deux années scolaires consécutives, les emplois sont supprimés.

Art. 22. § 1. Sans préjudice de l'article 21, un emploi de proviseur ou sous-directeur est créé dans chacun des centres d'enseignement secondaire créés par arrêté royal du 24 décembre 1980 précité, pour autant que les établissements totalisent 1 410 élèves, ramenés à 1 128 à partir du 1er septembre 1984. Ce membre du personnel est affecté à l'établissement dont le chef est le président de ce centre d'enseignement secondaire.

b) in het vijfde vervolmakings- en specialisatiejaar : 4 uren per leerjaar en per onderwijsvorm en per afdeling;

3° in het vijfde, zesde leerjaar en het zevende vervolmakings- en specialisatiejaar : 4 uren per leerjaar en per onderwijsvorm en per afdeling.

§ 5. Onze Ministers van Nationale Opvoeding kunnen, ieder voor wat hem betreft, het gebruik van het urenkrediet reglementeren. De overheveling is evenwel toegelaten binnen eenzelfde inrichting. Inrichtingen die echter slechts een eerste graad of een eerste en een tweede graad omvatten, mogen het eventueel overschot overhevelen naar inrichtingen die de volgende graden omvatten, voor zover deze behoren tot dezelfde scholengemeenschap.

Het aantal uren bedoeld in § 3 kan slechts aangewend worden voor het geheel van deze leerjaren.

Indien de bepalingen van § 4 worden toegepast kunnen deze uren slechts aangewend worden binnen de graad.

Art. 16. Indien de normen vermeld in de artikelen 4, 5, 6, 8, 10, 11 en 14 niet worden bereikt kunnen alle aan oprichting, behoud of splitsing gebonden lesuren op rekening gebracht worden van het urenkrediet.

TITEL II. — Fusie van inrichtingen

Art. 17. § 1. Indien artikel 32 van het koninklijk besluit van 24 december 1980 wordt toegepast en de deelrichtingen op ten minste 500 meter van elkaar gelegen zijn, geniet de inrichting van een vermindering van 25 pct. van de splitsingsnormen voor de vakken met eenzelfde programma die op het ogenblik van de fusie tegelijk in de deelrichtingen zijn ingericht.

§ 2. Gedurende de zes schooljaren volgend op het begin van de fusie mag het aantal in toepassing van § 1 ingerichte klassen en groepen niet meer bedragen dan het aantal dat op het ogenblik van de fusie in de betrokken inrichtingen bestond, tenzij de splitsingsnormen dit toelaten.

Art. 18. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 37 en 38 van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980 geldt, inzake de splitsingsnormen, de gezamenlijke telling voor de leerlingen in de leerjaren die tot hetzelfde onderwijstype behoren in de inrichtingen die overeenkomstig de bepalingen van artikel 34, § 2 van voornoemd besluit fusioneren.

Art. 19. De fusie van twee of meer inrichtingen heeft de toepassing van artikel 39 van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980 voor gevolg.

TITEL III. — Bepaalde betrekkingen

Art. 20. Een voltijdse betrekking van inrichtingshoofd wordt toegekend aan de inrichtingen die ten minste 83 leerlingen tellen.

Indien dit aantal niet wordt bereikt, wordt het inrichtingshoofd met een halve onderwijsopdracht belast; hij behoudt evenwel het recht op de weddeschaal van inrichtingshoofd met een volledige opdracht of op de overeenstemmende weddetoelage.

Art. 21. Voor een eerste betrekking van provisor of onderdirecteur zijn 600 leerlingen vereist, voor een tweede 1 500 leerlingen, voor een derde 2 400 leerlingen.

Deze betrekkingen worden in stand gehouden voor zover het aantal leerlingen niet lager ligt dan respectievelijk 550, 1 400 en 2 250. Indien deze minima gedurende twee opeenvolgende schooljaren niet worden bereikt, worden deze betrekkingen opgeheven.

Art. 22. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 21 wordt een betrekking van provisor of onderdirecteur opgericht in elk der scholengemeenschappen voor secundair onderwijs, opgericht door het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980, voor zover de inrichtingen gezamenlijk 1 410 leerlingen tellen. Dit aantal wordt van 1 september 1984 af teruggebracht tot 1 128. Dit personeelslid wordt geaffecteerd aan de inrichting waarvan het inrichtingshoofd voorzitter is van de scholengemeenschap voor secundair onderwijs.

§ 2. Un emploi de secrétaire de direction est créé dans chacun des centres d'enseignement secondaire créés par l'arrêté royal du 24 décembre 1980 précité.

Ce membre du personnel est affecté à l'établissement dont le chef est le président de ce centre d'enseignement secondaire.

TITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 23. § 1. Les établissements pour lesquels les dispositions de l'article 44, 1° de l'arrêté royal du 24 décembre 1980 précité sont d'application, peuvent organiser aux conditions reprises ci-dessous :

1° La première année B, ainsi que les domaines d'activités professionnelles de l'année préparatoire professionnelle et les options de la deuxième année professionnelle et de la deuxième année commune, pour autant que les normes de création soient atteintes.

2° Une option de transition au deuxième degré et au troisième degré :

a) Si cette option n'existe pas dans un établissement du même réseau, dont l'enseignement est de même caractère et qui est situé à moins de 8 km, pour autant que la norme de création soit atteinte.

b) Si cette option existe dans un établissement du même réseau dont l'enseignement est de même caractère, et qui est situé à une distance inférieure à 8 km, les conditions suivantes doivent être remplies :

— le degré dans lequel l'option est organisée doit atteindre la norme fixée à l'arrêté royal du 24 décembre 1980 précité;

— les options semblables doivent respectivement atteindre 175 p.c., 150 p.c. ou 125 p.c. des normes de création suivant que la moyenne pondérée de la densité de population des communes est au moins 1 000 habitants par km², entre 250 et moins de 1 000 habitants par km², inférieure à 250 habitants par km² ou pour autant qu'il s'agisse d'établissements dont la langue d'enseignement est le néerlandais et qui sont situés dans les 19 communes de Bruxelles-Capitale;

— aucune de ces options ne peut être organisée ou subsidiée sur base d'une dérogation;

— une de ces options doit atteindre respectivement 275 p.c., 250 p.c. et 225 p.c. de la norme de création suivant que la moyenne pondérée de la densité de population des communes est au moins égale à 1 000 habitants par km², est entre 250 et moins de 1 000 habitants par km², est inférieure à 250 habitants par km² ou pour autant qu'il s'agisse d'établissements dont la langue d'enseignement est le néerlandais et qui sont situés dans les 19 communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

3° Des options groupées au deuxième et troisième degrés dans les sections de qualification.

Chacune de ces options doit atteindre la norme de création.

Le nombre de ces options ne peut dépasser le nombre le plus favorable, soit d'options groupées dans l'année d'études précédente, soit de sections de type II organisées l'année scolaire précédente, dans la même année d'études.

§ 2. Les établissements pour lesquels les dispositions de l'article 44, 2° de l'arrêté royal du 24 décembre 1980 précité sont d'application, peuvent organiser une section si cette section n'existe pas dans un établissement du même réseau, dont l'enseignement est de même caractère et si cet établissement est situé à moins de 8 km et que la norme de création soit atteinte.

Si cette section existe dans un établissement situé à une distance inférieure à 8 km, les conditions suivantes doivent être remplies :

a) Le cycle doit atteindre la norme fixée à l'arrêté royal du 24 décembre 1980 précité;

b) Les sections semblables doivent respectivement atteindre 175 p.c., 150 p.c. ou 125 p.c. de la norme de création, suivant que la moyenne pondérée de la densité de population des communes est au moins 1 000 habitants par km², entre 250 et moins de 1 000 habitants par km², inférieure à 250 habitants par km² ou pour autant qu'il s'agisse d'établissements dont la langue d'enseignement est le néerlandais et qui sont situés dans les 19 communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Een betrekking van directiesecretaris wordt opgericht in elk der scholengemeenschappen voor secundair onderwijs, opgericht door het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980.

Dit personeelslid wordt geaffecteerd aan de inrichting waarvan het inrichtingshoofd voorzitter is van de scholengemeenschap voor secundair onderwijs.

TITEL IV. — Overgangsbepalingen

Art. 23. § 1. De inrichtingen waarop de bepalingen van artikel 44, 1° van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980 toepasselijk zijn, kunnen onder de hierna vermelde voorwaarden tot de volgende oprichtingen overgaan :

1° Het eerste leerjaar B, alsmede de beroepenvelden van het beroepsvoorbereidend jaar en de opties van het tweede beroepsjaar en van het tweede gemeenschappelijk leerjaar voor zover de oprichtingsnormen zijn bereikt.

2° Een optie van de doorstroming in de tweede en derde graad :

a) Indien deze optie niet voorkomt in een inrichting van hetzelfde net, waarvan het onderwijs hetzelfde karakter heeft en die gevestigd is op minder dan 8 km en voor zover de oprichtingsnorm wordt bereikt.

b) Indien deze optie bestaat in een inrichting van hetzelfde net waarvan het onderwijs hetzelfde karakter heeft en die gevestigd is op een afstand van minder dan 8 km, dienen volgende voorwaarden te worden vervuld :

— de graad waarin de optie wordt opgericht moet de norm bereiken bepaald in het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980;

— de gelijkaardige opties moeten respectievelijk 175 pct., 150 pct. of 125 pct. bereiken van de oprichtingsnorm, naargelang de gewogen gemiddelde bevolkingsdichtheid van de gemeenten ten minste 1 000 inwoners per km² bedraagt, gelegen is tussen 250 en minder dan 1 000 inwoners per km², lager is dan 250 inwoners per km², of voor zover het inrichtingen met het Nederlands als onderwijstaal betreft die gelegen zijn in de 19 gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad;

— geen enkele van deze opties mag georganiseerd of gesubsidieerd zijn op basis van een afwijking;

— één van deze opties moet respectievelijk 275 pct., 250 pct. en 225 pct. bereiken van de oprichtingsnorm, naargelang de gewogen gemiddelde bevolkingsdichtheid van de gemeenten ten minste 1 000 inwoners per km² bedraagt, gelegen is tussen 250 en 1 000 inwoners per km², lager is dan 250 inwoners per km² of voor zover het inrichtingen met het Nederlands als onderwijstaal betreft die gelegen zijn in de 19 gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad.

3° Bijzondere opties van de tweede en derde graad in de kwalificatieafdelingen.

Elk van deze opties dient de oprichtingsnorm te bereiken.

Het aantal van deze opties mag niet hoger zijn dan het meest voordelig aantal, hetzij het aantal bijzondere opties in het voorgaand leerjaar, hetzij het aantal afdelingen van het type II tijdens het vorig schooljaar in hetzelfde leerjaar georganiseerd.

§ 2. De inrichtingen waarop de bepalingen van artikel 44, 2° van het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980 toepasselijk zijn, kunnen tot de oprichting van een afdeling overgaan indien deze afdeling niet voorkomt in een inrichting van hetzelfde net waarvan het onderwijs hetzelfde karakter heeft en indien deze inrichting gevestigd is op minder dan 8 km en voor zover de oprichtingsnorm is bereikt.

Indien de afdeling wel voorkomt binnen een afstand van 8 km dienen volgende voorwaarden te worden vervuld :

a) de cyclus dient de norm te bereiken zoals vastgesteld in het voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980;

b) gelijkaardige afdelingen moeten respectievelijk 175 pct., 150 pct. of 125 pct., van de oprichtingsnorm bereiken, naargelang de gewogen gemiddelde bevolkingsdichtheid van de gemeenten ten minste 1 000 inwoners per km² bedraagt, gelegen is tussen 250 en minder dan 1 000 inwoners per km², lager is dan 250 inwoners per km² of voor zover het inrichtingen met het Nederlands als onderwijstaal betreft die gelegen zijn in de 19 gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad;

c) aucune de ces sections ne peut être organisée ou subsidiée sur base d'une dérogation;

d) une de ces sections doit atteindre respectivement 275 p.c., 250 p.c. et 225 p.c. au moins de la norme de création, suivant que la moyenne pondérée de la densité de population des communes est au moins 1 000 habitants par km², entre 250 et moins de 1 000 habitants par km², inférieure à 250 habitants par km² ou pour autant qu'il s'agisse d'établissements dont la langue d'enseignement est le néerlandais et qui sont situés dans les 19 communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

§ 3. Pour l'année scolaire 1981-1982, le crédit d'heures, visé à l'article 15, §§ 1 et 2, est fixé comme suit (arrondi à l'unité supérieure par degré) :

a) pour les établissements visés au § 1 :

- 1° premier degré : 0,26 heure par élève;
- 2° deuxième degré : 0,17 heure par élève;
- 3° troisième degré : 0,09 heure par élève;

b) pour les établissements visés au § 2 :

- 1° premier degré : 0,30 heure par élève;
- 2° deuxième degré : 0,20 heure par élève;
- 3° troisième degré : 0,10 heure par élève.

Art. 24, § 1. Les membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de l'Etat nommés définitivement ou admis au stage, dont l'emploi, dont ils sont titulaires, est supprimé par l'application des dispositions de l'arrêté royal du 24 décembre 1980, restent en activité de service.

Dès qu'un emploi vacant qui correspond à la fonction pour laquelle ils sont nommés ou admis au stage apparaît dans un des établissements du centre d'enseignement, ils sont affectés, par ordre de priorité :

- 1° à l'établissement où ils étaient affectés,
- 2° à l'établissement issu de la fusion;
- 3° à un autre établissement du centre d'enseignement, où apparaît l'emploi vacant.

Si aucun emploi vacant n'existe dans le centre d'enseignement, ils restent affectés à un établissement selon l'ordre de priorité précité et, en attendant l'affectation prévue au 2e alinéa, sont chargés de tâches pédagogiques fixées ou approuvées par Nos Ministres de l'Education nationale, chacun en ce qui le concerne.

Cette affectation s'effectue suivant l'ordre de priorité déterminé par l'ancienneté de service, calculée conformément aux dispositions en la matière prévues par leur statut administratif.

§ 2. Les membres du personnel de l'enseignement subventionné qui sont admis au stage, qui sont nommés définitivement et dont la nomination définitive est agréée, là où l'agrégation existe, ou les membres du personnel assimilés aux membres nommés définitivement dont l'emploi, dont ils sont titulaires, est supprimé totalement ou partiellement par l'application des dispositions de l'arrêté royal du 24 décembre 1980 précité, sont mis en disponibilité par suppression d'emploi.

Ils ont droit à une subvention-traitement d'attente égale à la subvention traitement d'activité ainsi qu'aux autres droits dont ils seraient gratifiés s'ils étaient restés en activité de service.

A la première occasion, ils ont droit à la réaffectation prioritaire dans le centre d'enseignement dont fait partie l'établissement au sein duquel leur emploi a été supprimé, selon l'ordre de priorité suivante :

- 1° à l'établissement où ils étaient affectés;
- 2° à l'établissement issu de la fusion;
- 3° à un autre établissement du centre d'enseignement, où apparaît l'emploi vacant.

En conséquence, les pouvoirs organisateurs concernés ont l'obligation d'offrir par priorité leurs emplois vacants dans les établissements du centre d'enseignement aux membres du personnel susmentionnés, conformément à la réglementation concernant la mise en disponibilité et la réaffectation dans l'enseignement subventionné.

c) geen enkele van deze afdelingen mag georganiseerd of gesubsidieerd zijn op basis van een afwijking;

d) één van deze afdelingen moet respectievelijk 275 pct., 250 pct. en 225 pct. bereiken van de oprichtingsnorm, naargelang de gewogen gemiddelde bevolkingsdichtheid van de gemeenten ten minste 1 000 inwoners per km² bedraagt, gelegen is tussen 250 en minder dan 1 000 inwoners per km², lager is dan 250 inwoners per km² of voor zover het inrichtingen met het Nederlands als onderwijstaal betreft die gelegen zijn in de 19 gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad.

§ 3. Voor het schooljaar 1981-1982 wordt het urenkrediet, bedoeld in het artikel 15, §§ 1 en 2, als volgt vastgesteld (per graad afgerond naar de hogere eenheid) :

a) voor de inrichtingen bedoeld in § 1 :

- 1° eerste graad : 0,26 uur per leerling;
- 2° tweede graad : 0,17 uur per leerling;
- 3° derde graad : 0,09 uur per leerling;

b) voor de inrichtingen bedoeld in § 2 :

- 1° eerste graad : 0,30 uur per leerling;
- 2° tweede graad : 0,20 uur per leerling;
- 3° derde graad : 0,10 uur per leerling.

Art. 24, § 1. De vastbenoemde of tot de stage toegelaten leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van het Rijksonderwijs van wie de betrekking, waarvan zij titularis zijn door toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 24 december 1980 wordt opgeheven, blijven in dienstactiviteit.

Vanaf het ogenblik dat in één van de inrichtingen van de scholengemeenschap een vacante betrekking ontstaat die overeenstemt met het ambt waarvoor zij vastbenoemd werden of tot de stage werden toegelaten, worden zij geaffecteerd, in volgorde van prioriteit :

- 1° aan de inrichtingen waar zij geaffecteerd waren;
- 2° aan de inrichtingen uit de fusie ontstaan;
- 3° aan een andere inrichting van de scholengemeenschap, waar de vacante betrekking ontstaat.

Indien geen enkele betrekking vacant is in de scholengemeenschap, blijven zij geaffecteerd aan een inrichting volgens vermelde volgorde van prioriteit en worden zij, in afwachting van de in het 2e lid voorziene affectatie, belast met pedagogische taken, vastgesteld of goedgekeurd door Onze Ministers van Nationale Opvoeding, ieder voor wat hem betreft.

Deze affectatie wordt uitgevoerd volgens de volgorde van prioriteit, bepaald door de dienstancienniteit, berekend overeenkomstig de desbetreffende bepalingen voorzien in hun administratief statuut.

§ 2. De personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs die tot de stage zijn toegelaten, die vastbenoemd zijn en van wie de vaste benoeming is erkend, daar waar de erkenning bestaat, of de met de vastbenoemde gelijkgestelde personeelsleden van wie de betrekking waarvan zij titularis zijn, door toepassing van de bepalingen van voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980, geheel of gedeeltelijk wordt opgeheven, worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Zij hebben recht op een wachtweddetoelage gelijk aan de activiteitsweddetoelagen evenals op de andere rechten die zij zouden genieten hebben indien zij in dienstactiviteit waren gebleven.

Bij de eerste gelegenheid hebben zij recht op prioritaire re-affectatie binnen de scholengemeenschap waartoe de inrichting waarin de betrekking werd opgeheven, behoort, volgens de hierna vermelde volgorde van prioriteit :

- 1° aan de inrichtingen waaraan zij geaffecteerd waren;
- 2° aan de inrichting uit de fusie ontstaan;
- 3° aan een andere inrichting van de scholengemeenschap, waar de vacante betrekking ontstaat.

Bijgevolg hebben de betrokken inrichtende machten de verplichting hun vacante betrekkingen binnen de scholengemeenschap bij voorrang aan te bieden aan bovenvermelde personeelsleden overeenkomstig de reglementering inzake terbeschikkingstelling en re-affectatie in het gesubsidieerd onderwijs.

En attendant leur réaffectation, ils restent à la disposition de l'établissement où ils sont nommés ou d'un autre établissement du même centre d'enseignement, selon l'ordre de priorité précité, et sont chargés de tâches pédagogiques fixées ou approuvées par Nos Ministres de l'Education nationale, chacun en ce qui le concerne.

§ 3. Les dispositions du présent article valent pendant six années scolaires consécutives pour chacun des membres du personnel concerné par une suppression d'emploi durant la période du 1er septembre 1981 au 1er octobre 1989 inclus.

§ 4. Les dispositions des §§ 1, 2 et 3 du présent article sont également d'application pour les membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire qui ont été fusionnés à partir du 1er septembre 1977, sauf pour les membres du personnel qui ont été réaffectés selon les dispositions prévues par leur statut administratif.

§ 5. Si un pouvoir organisateur, tenu de fermer année d'études par année d'études un établissement, en application des articles 29 ou 30 de l'arrêté royal cité, du 24 décembre 1980, accélère la fermeture de celui-ci, les dispositions des §§ 1, 2 et 3, selon le cas, sont également applicables aux membres du personnel dont les emplois sont ainsi supprimés.

TITRE V. — Disposition particulière pour le passage de l'enseignement secondaire du type II à l'enseignement secondaire de type I

Art. 25. § 1. Pendant au maximum trois années scolaires consécutives avant le passage à l'enseignement secondaire de type I, par classe, deux heures peuvent être octroyées, année d'études par année d'études, aux établissements qui, au 31 août 1981, appartiennent encore entièrement à l'enseignement secondaire de type II. Ces heures doivent être utilisées exclusivement pour le recyclage du personnel enseignant.

§ 2. Pour l'exécution de la disposition visée au § 1, un contrat sera passer entre le Ministre compétent et le pouvoir organisateur. Ce contrat doit stipuler l'engagement formel de réaliser le passage endéans le délai déterminé et fixer les modalités de recyclage.

Si le passage n'est pas réalisé endéans le délai fixé, les subventions-traitements conséquentes aux heures définies au § 1 seront remboursées intégralement par le pouvoir organisateur.

TITRE VI. — Dispositions finales

Art. 26. Nos Ministres de l'Education nationale, chacun pour ce qui le concerne peuvent :

- a) procéder à l'assimilation aux options, sections et autres subdivisions de l'enseignement, énumérées à l'article 14, des options, sections et autres subdivisions qui n'y figurent pas;
- b) déroger aux normes fixées par le présent arrêté dans les cas particuliers et des circonstances exceptionnelles.

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1981, à l'exception de l'article 24, § 4, qui produit des effets le 1er septembre 1977.

Art. 28. Nos Ministres, qui ont l'Education nationale dans leur compétence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 7 janvier 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

W. CALEWAERT

Le Ministre de la Communauté flamande
et adjoint à l'Education nationale,

G. GEENS

Le Ministre de l'Education nationale,

Ph. BUSQUIN

In afwachting van hun reëffectatie blijven zij ter beschikking van de inrichting waaraan zij benoemd zijn of van een andere inrichting van dezelfde scholengemeenschap, volgens voornoemde volgorde van prioriteit, en worden belast met pedagogische taken die door Onze Ministers van Nationale Opvoeding, ieder voor wat hem betreft, worden bepaald of goedgekeurd.

§ 3. De bepalingen van onderhavig artikel hebben gedurende zes opeenvolgende schooljaren uitwerking voor elk van de personeelsleden van wie de betrekking wordt opgeheven in de periode van 1 september 1981 tot 1 oktober 1989 inbegrepen.

§ 4. De bepalingen van de §§ 1, 2 en 3 van dit artikel zijn eveneens van toepassing op de personeelsleden van de inrichtingen voor secundair onderwijs die werden gefusioneerd vanaf 1 september 1977, behalve voor de personeelsleden die werden gereëffecteerd volgens de bepalingen voorzien in hun administratief statuut.

§ 5. Indien een inrichtende macht, die ertoe gehouden is een inrichting leerjaar na leerjaar op te heffen, in toepassing van de artikelen 29 of 30 van voornoemd koninklijk besluit van 24 december 1980, de opheffing versnelt, zijn de bepalingen van de §§ 1, 2 en 3, naargelang van het geval, eveneens van toepassing op de personeelsleden van wie de betrekkingen dientengevolge werden opgeheven.

TITEL V. — Bijzondere bepaling voor de overgang van het secundair onderwijs van het type II naar het secundair onderwijs van het type I

Art. 25. § 1. Aan de inrichtingen die op 31 december 1981 nog volledig tot het secundair onderwijs van het type II behoren, kunnen gedurende ten hoogste drie opeenvolgende schooljaren vóór de overgang naar het secundair onderwijs van het type I, per leerjaar twee uur per klas van het betrokken leerjaar worden toegekend, leerjaar na leerjaar. Deze uren dienen uitsluitend aangewend te worden voor de bij- en herscholing van het secundair onderwijzend personeel.

§ 2. Voor de uitvoering van de in § 1 bedoelde bepaling dient een contract te worden afgesloten tussen de bevoegde Minister en de inrichtende macht waarin, naast de formele toezegging de overgang binnen de gestelde termijn te verwezenlijken, tevens de modaliteiten van de bij- en herscholing worden vermeld.

Zo de overgang niet wordt gerealiseerd binnen de vastgelegde termijn, dienen de weddetoelagen, uitgekeerd ten gevolge van de in § 1 bedoelde uren, integraal te worden terugbetaald door de inrichtende macht.

TITEL VI. — Slothebalingen

Art. 26. Onze Ministers van Nationale Opvoeding, ieder voor wat hem betreft, kunnen :

- a) overgaan tot de gelijkstelling met opties, afdelingen en andere onderverdelingen, opgesomd in artikel 14, van opties, afdelingen, en andere onderverdelingen welke er niet in voorkomen;
- b) afwijken van de normen vastgesteld in dit besluit in bijzondere gevallen en uitzonderlijke omstandigheden.

Art. 27. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 september 1981, met uitzondering van artikel 24, § 4, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 1977.

Art. 28. Onze Ministers die de Nationale Opvoeding onder hun bevoegdheid hebben, zijn, ieder voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 7 januari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CALEWAERT

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap
en adjunct voor Nationale Opvoeding,

G. GEENS

De Minister van Nationale Opvoeding,

Ph. BUSQUIN